



**PRÉFET  
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, De l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale des Hauts-de-Seine  
Service risques et installations classées  
de Paris et des Hauts-de-Seine  
167-177 avenue Joliot Curie - BP 102  
92013 NANTERRE CEDEX

NANTERRE, le 14 mars 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MAZEAU RECYCLAGE SAS**

28 rue Jules Vallès  
93400 Saint-Ouen-sur-Seine

Dossier : 2014/0155  
Code AIOT : 0006517644  
Helios : 58686

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/01/2023 dans l'établissement MAZEAU RECYCLAGE SAS implanté 35 route du bassin n°6 92230 Gennevilliers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MAZEAU RECYCLAGE SAS
- 35 route du bassin n°6 - 92230 Gennevilliers
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MAZEAU RECYCLAGE exerce une activité de tri, transit et de traitement mécanique de ferrailles et de matériaux non dangereux inertes issus d'opérations de démolition.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure DCPAT n°2022-109 du 19/09/22
- Suivi des non-conformités de l'inspection du 22/07/22

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 19/09/2022, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	Amende	Immédiat
7	Rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 19/09/2022, article 7	Mise en demeure, respect de prescription	Amende	Immédiat
8	Rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 19/09/2022, article 8	Mise en demeure, respect de prescription	Amende	Immédiat
12	Installations électriques	AP de Mise en Demeure du 19/09/2022, article 9	Mise en demeure, respect de prescription	Amende	Immédiat
14	Stockage des déchets	AP de Mise en Demeure du 19/09/2022, article 11	Mise en demeure, respect de prescription	Amende	Immédiat
15	Stockage des déchets	AP de Mise en Demeure du 19/09/2022, article 12	Mise en demeure, respect de prescription	Amende	Immédiat

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Nature de l'installation	Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 1.2.1	Lettre de suite préfectorale	Dépôt d'un PAC suite à la visite d'inspection
2	Garanties financières	AP de Mise en Demeure du 19/09/2022, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
3	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 9.2.1	Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 9.2.2	Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 19/09/2022, article 6	Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 4.2.3	Lettre de suite préfectorale	Sans objet
10	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 4.3.4	Lettre de suite préfectorale	Sans objet
11	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 4.3.7	Lettre de suite préfectorale	Sans objet
13	Prévention des risques	AP de Mise en Demeure du 19/09/2022, article 10	Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées constate la persistance de l'inobservation de certaines prescriptions auxquelles l'exploitant a été mis en demeure de satisfaire par l'arrêté n°2022-109 du 19/09/22.

A la suite de l'inspection, l'exploitant a transmis un porter à connaissance à Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine. Ce porter à connaissance concerne entre autres l'augmentation du seuil autorisé de déchets entrant, l'augmentation du seuil de la consommation d'eau autorisée, la modification des tas de déchets, avec une hauteur proposée de 6 m, ainsi qu'une augmentation des valeurs seuils autorisées des concentration en polluants dans les rejets aqueux.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Nature de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nomenclature
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Lettre de suite
<b>Prescription contrôlée :</b> Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b> D'après les informations transmises par l'exploitant, l'inspection constate que la quantité de déchets métalliques réceptionnés en 2022 est supérieure à 53 000 tonnes alors que la quantité autorisée est de 30 000 tonnes ce qui représente un dépassement de plus de 75% et la quantité de déchets non dangereux inertes issus des chantiers de déconstruction est supérieure à 89 000 tonnes alors que la quantité autorisée est de 50 000 tonnes ce qui représente un dépassement de plus de 78%. Suite à cette inspection, l'exploitant a déposé un porter à connaissance auprès de Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine pour demander, entre autres, l'augmentation de la quantité de déchets admissible. Ce porter à connaissance est en cours d'instruction par l'inspection des installations classées. Dans l'attente des conclusions, les prescriptions actuelles sont toujours en vigueur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/09/2022, article 4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Actualisation GF
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Mise en demeure
<b>Prescription contrôlée :</b> La société MAZEAU Recyclage SAS est mise en demeure de respecter, dans un délai de 2 mois, de l'article 1.5.5 de l'arrêté préfectoral DRE 2015-142 du 03/08/15 précité, en transmettant au préfet une attestation de garanties financières. Elle devra s'assurer que le montant réactualisé des garanties financières a bien été calculé selon les modalités applicables de la méthode actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis l'acte de cautionnement actualisé en date du 28 septembre 2022. La mise en demeure a été suivie d'effet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 9.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions de poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Lettre de suite
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place en périphérie de l'installation, un réseau permettant de mesurer le suivi des retombées de poussières dans l'environnement. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les mesures de retombées de poussières sont réalisées selon la méthode des plaquettes qui consiste à recueillir les poussières, conformément aux dispositions de la norme NF X 43-007, version décembre 2008. Les fréquences de surveillance sont a minima les suivantes :
<b>Constats :</b> Lors de la précédente inspection du 22/07/22, l'exploitant avait transmis un devis signé du 20/07/22 pour la réalisation de nouvelles mesures de retombées des poussières. L'exploitant a transmis le rapport d'essai dont les échantillons (4 plaquettes de dépôt) ont été réceptionnés par le bureau d'études ITGA (organisme agréé) le 02/09/22. De plus, l'exploitant a transmis le 13/02/23, le devis signé du 10/02/23 concernant la réalisation de campagnes de mesures trimestrielles de retombées des poussières réalisées par ITGA.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 9.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Lettre de suite
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau, comme définies à l'article 4.1, sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis un tableau reprenant sa consommation d'eau mensuelle du 01/01/21 au 31/12/22.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/09/2022, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Mise en demeure
<b>Prescription contrôlée :</b> La société MAZEAU Recyclage SAS est mise en demeure de respecter, dans un délai de 24 heures, l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral DRE 2015-142 du 03/08/15 précité. Elle devra prendre les mesures permettant de réduire sa consommation d'eau afin de ne pas dépasser le prélèvement maximal annuel d'eau autorisé dans le milieu et fixé à 220 m <sup>3</sup> .
<b>Constats :</b> La consommation d'eau pour l'année 2022 est de 1500 m <sup>3</sup> ce qui est 7 fois supérieur à la consommation d'eau autorisée. La mise en demeure n'a pas été suivie d'effet. Suite à cette inspection, l'exploitant a déposé un porter à connaissance auprès de Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine pour demander, entre autres, l'augmentation de la consommation d'eau. Ce porter à connaissance est en cours d'instruction. Dans l'attente des conclusions, les prescriptions actuelles sont toujours en vigueur.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Amende

**N° 6 : Rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/09/2022, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Décanteurs-séparateurs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Mise en demeure
<b>Prescription contrôlée :</b> La société MAZEAU Recyclage SAS est mise en demeure de respecter, dans un délai de 2 mois, l'article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral DRE 2015-142 du 03/08/15 précité, Elle devra prendre les mesures afin de permettre l'évacuation des eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables. Il faudra s'assurer que les eaux pluviales sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement, conforme à la norme NF P 16-442.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis les bordereaux de suivi de déchets ainsi qu'une attestation de nettoyage des séparateurs par la société SNAD. La mise en demeure a été suivie d'effet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/09/2022, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets des effluents liés aux installations soumises à la rubrique 2515
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Mise en demeure
<b>Prescription contrôlée :</b> La société MAZEAU Recyclage SAS est mise en demeure de respecter, dans un délai 2 mois, l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral DRE 2015-142 du 03/08/15 précité. Elle devra mettre en place les actions correctives afin d'interdire le rejet des effluents liquides résultant du fonctionnement ou du nettoyage des installations relevant de la rubrique 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et ainsi permettre qu'elles soient intégralement réutilisées sur le site.
<b>Constats :</b> Les effluents liquides résultant du fonctionnement ou du nettoyage des installations relevant de la rubrique 2515 ne sont pas réutilisés mais sont évacués par les avaloirs. La mise en demeure n'a pas été suivie d'effet.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Amende

**N° 8 : Rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/09/2022, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Mise en demeure
<b>Prescription contrôlée :</b> La société MAZEAU Recyclage SAS est mise en demeure de respecter, dans un délai de 2 mois, l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral DRE 2015-142 du 03/08/15 précité, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux définis. Elle devra s'assurer, dans le cas de prélèvements instantanés, qu'aucune valeur ne dépasse le double de la valeur limite prescrite en concentration moyenne journalière. Si les valeurs limites en concentration définies ci-dessus ne sont pas respectées, les eaux polluées et collectées dans les installations devront être éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.
<b>Constats :</b> D'après les analyses réalisées par le laboratoire CERECO de septembre 2022 à décembre 2022, l'inspection constate que les dépassements en ST-DCO (en octobre, novembre, et décembre) et MES (en novembre) perdurent dans les rejets aqueux. La mise en demeure n'a pas été suivie d'effet. Suite à cette inspection, l'exploitant a déposé un porter à connaissance auprès de Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine pour demander, entre autre, l'augmentation des seuils de concentration des polluants de ces rejets aqueux. Ce porter à connaissance est en cours d'instruction. Dans l'attente des conclusions, les prescriptions actuelles sont toujours en vigueur.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Amende

## N° 9 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 4.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Lettre de suite
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) les secteurs collectés et les réseaux associés les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis le schéma de tous les réseaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre de bon fonctionnement et d'incident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Lettre de suite
<b>Prescription contrôlée :</b> Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre [...]           Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.
<b>Constats :</b> L'exploitant a protégé le débouché de l'avaloir afin que celui-ci ne soit pas obstrué par les déchets métalliques. De plus, il a surélevé la margelle donnant sur l'escalier permettant l'accès en bord de Seine.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 11 : Rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 4.3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Lettre de suite
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : Température : 30 °C pH : compris entre 5,5 et 8,5 Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l
<b>Constats :</b> D'après les analyses réalisées par le laboratoire CERECO de septembre 2022 à décembre 2022, les valeurs des paramètres mentionnés dans l'article 4.3.7 sont conformes le jour du prélèvement de l'échantillon.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/09/2022, article 9
<b>Thème(s) :</b> Autre, Vérification périodique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Mise en demeure
<b>Prescription contrôlée :</b> La société MAZEAU Recyclage SAS est mise en demeure de respecter, dans un délai de 2 mois, l'article 7.3.1 de l'arrêté préfectoral DRE 2015-142 du 03/08/15 précité, en tenant à la disposition de l'inspection les éléments permettant de justifier que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Elle devra s'assurer que les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à une modification et qu'elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.  Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas réalisé les travaux de mise en conformité de son installation électrique. Cependant, il a transmis un engagement du 27/01/23 de la société GED de réaliser ces travaux du 31/01/23 au 01/02/23. Aucun justificatif n'ayant par la suite été transmis, l'inspection des installations classées considère que la mise en demeure n'a pas été suivie d'effet.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Amende

**N° 13 : Prévention des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/09/2022, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Mise en demeure
<b>Prescription contrôlée :</b> La société MAZEAU Recyclage SAS est mise en demeure de respecter, dans un délai 2 mois, l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral DRE 2015-142 du 03/08/15 précité. Elle devra prendre les mesures nécessaires permettant de mettre sur rétention l'ensemble des liquides susceptible de créer une pollution visible.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que l'ensemble des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols est stocké sur rétention. La mise en demeure a été suivie d'effet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 14 : Stockage des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/09/2022, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matériaux de démolition réceptionnés
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Mise en demeure
<b>Prescription contrôlée :</b> La société MAZEAU Recyclage SAS est mise en demeure de respecter, dans un délai 2 mois, l'article 8.1.5.3 de l'arrêté préfectoral DRE 2015-142 du 03/08/15 précité. Elle devra prendre les mesures nécessaires afin que les tas de matériaux inertes entreposé sur site, en attente de broyage/criblage ou d'expédition ne dépassent pas 10 mètres de diamètre et 4 mètres de hauteur et que les tas constitués soit au maximum au nombre de 11.
<b>Constats :</b> L'inspection constate que les tas de matériaux inertes, en attente de broyage/criblage ou d'expédition, ont une hauteur d'environ 10 m et un diamètre supérieur à 10 m. L'inspection considère que la mise en demeure n'a pas été suivie d'effet. Suite à cette inspection, l'exploitant a déposé un porter à connaissance auprès de Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine pour demander, entre autre, une modification des tas de déchets avec une hauteur proposée de 6 m. Ce porter à connaissance est en cours d'instruction. Dans l'attente des conclusions, les prescriptions actuelles sont toujours en vigueur.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Amende

N° 15 : Stockage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/09/2022, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ferrailles réceptionnés
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Mise en demeure
<b>Prescription contrôlée :</b> La société MAZEAU Recyclage SAS est mise en demeure de respecter, dans un délai de 2 mois, l'article 8.1.5.4, de l'arrêté préfectoral DRE 2015-142 du 3 août 2015 précité. Elle devra prendre les mesures nécessaires afin que les ferrailles entreposées sur site, en attente de cisailage soient mise en tas ne dépassant pas 10 mètres de diamètre et 4 mètres de hauteur ; que les tas constitués soit au maximum au nombre 5. Les ferrailles pressées devront également être mises en tas et ne pas dépasser 10 mètres de diamètre et 4 mètres de hauteur. Les tas en sortie de presse devront être au nombre de 4 au maximum et les tas entreposés sur l'air d'expédition devront être au nombre 5 au maximum.
<b>Constats :</b> L'inspection constate la présence de tas de ferrailles entreposés sur site, en attente de cisailage d'une hauteur supérieure à 10 m et d'un diamètre supérieur à 10 m. L'inspection considère que la mise en demeure n'a pas été suivie d'effet. Suite à cette inspection, l'exploitant a déposé un porter à connaissance auprès de Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine pour demander, entre autre, une modification des tas de déchets avec une hauteur proposée de 6 m. Ce porter à connaissance est en cours d'instruction. Dans l'attente des conclusions, les prescriptions actuelles sont toujours en vigueur.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Amende